### DIALOGUES DE POLITIQUES PUBLIQUES

# Impact de la crise militaro-politique de 2002 sur les inégalités en côte d'Ivoire

Février 2021 - n° 27 | Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités

#### **MESSAGE**

La crise militaro-politique en Côte d'Ivoire, déclenchée le 19 septembre 2002 par une rébellion armée, a accentué les inégalités dans la zone CNO (Centre, Nord et Ouest). Mais, si elles restent élevées, les inégalités ont baissé dans la zone pro-gouvernementale<sup>1</sup>.

En 2002, les inégalités mesurées par le coefficient de Gini sont estimées à 0,497 dans la zone pro-gouvernementale et à 0,383 dans la zone CNO, soit un écart de 0,114 entre les deux zones.

En 2008, cet écart est beaucoup plus faible (0,014), pour un niveau d'inégalité respectif de 0,417 dans la zone progouvernementale et de 0,403 dans la zone CNO.

Dans la zone CNO, on observe une hausse des inégalités de 5,22% entre 2002 et 2008, tandis qu'elles baissent dans la zone pro-gouvernementale. Cependant, le niveau des inégalités, calculé par des méthodes sans effets de voisinage (modèles de régressions, de sélection et de matching), sont sousestimés de l'ordre de 13,10%. Les inégalités en Côte d'Ivoire sont donc manifestement sous-estimées par les analystes.

Il apparaît donc essentiel d'intensifier les politiques de lutte contre les inégalités.

#### **ENJEUX**

Les pays d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine sont considérés comme les zones les plus inégalitaires au monde. L'Afrique demeure associée aux pires fléaux de l'humanité que sont la faim, la maladie et les conflits armés. La Côte d'Ivoire n'échappe pas à cette situation. En effet, malgré une forte croissance économique, le pays reste miné par de profondes inégalités sociales. Le coup d'État de 1999 et la rébellion armée de 2002 constituent deux chocs majeurs enregistrés entre 1998 et 2008, et sont parmi les causes principales de l'accentuation inégalités sur cette période. La crise déclenchée en 2002 a provoqué la scission du pays en deux parties : la zone CNO (Centre, Nord et Ouest) et la zone pro-gouvernementale (voir caractérisées par deux pouvoirs et deux armées. La première était sous le contrôle des Forces de Défense et de Sécurité, loyalistes, tandis que la zone CNO était contrôlée par la rébellion (Forces Armées des Forces Nouvelles), jusqu'à la fusion des deux armées après la prise d'Abidjan en avril 2011. Alors que la zone CNO a été le théâtre d'affrontements, la zone progouvernementale a connu un afflux de population fuyant les combats. La période de coexistence des deux zones va du 19 septembre 2002 au 4 avril 2007. L'analyse des inégalités a fait l'objet de

plusieurs travaux de recherche, mais peu d'entre eux portent sur l'impact des conflits armés sur les inégalités.

#### METHODES

Dans l'évaluation d'impact, on suppose généralement que le traitement reçu par une unité (traitée) n'affecte pas les autres unités (contrôlées). Il est néanmoins clair que si les interactions entre les deux types d'unités ne sont pas prises en compte, les méthodes traditionnelles d'évaluation (modèles de régressions, de sélection et de matching) fourniront des estimations biaisées.

La méthode d'évaluation d'impact utilisée ici permet de corriger les éventuels problèmes de « contamination » entre deux populations (les zones CNO et progouvernementale). Cette méthode se justifie puisque nous disposons de données sur la situation des individus vivant dans la zone CNO (traités) et de ceux vivant dans la zone progouvernementale (contrôlés) avant et après la crise de 2002.

La méthode utilisée permet de mesurer l'effet du traitement avec et sans prise en compte des effets de contamination entre une population exposée (traitée) et l'autre non exposée (contrôlée) à la survenance d'un phénomène ou d'un choc avant qu'il ne se produise.

**Auteurs** Bédia François AKA, Koffi Christian N'DA, Arthur OUATTARA, Nadjaman OUATTARA

Mots-clés Inégalités, Crise politique

Géographie Côte d'Ivoire

Thématiques Economie, inégalités

En savoir plus sur ce projet : Inégalités d'accès aux services de base et impact des politiques publiques





#### Carte: Partition de la RCI en zones pro-gouvernementale et CNO suite à la crise de 2002



#### RÉSULTATS

Les résultats des estimations sont donnés dans un premier temps au niveau global, ensuite au niveau désagrégé.

Les résultats montrent que les inégalités sont plus fortes dans la zone pro-gouvernementale que dans la zone CNO, aussi bien avant qu'après la crise. En effet, en 2002, le coefficient de Gini est estimé à 0,497

dans la zone pro-gouvernementale et à 0,383 dans la zone CNO, soit un écart de 0,114. Le constat est le même en 2008 avec un écart bien moindre de 0,014, pour un niveau d'inégalité respectif de 0,417 et de 0,403.

Au niveau global, on note une forte baisse des inégalités, de 14% sur la période de 2002 à 2008. Cette baisse est attribuable à la zone progouvernementale avec des inégalités qui ont chuté de 16%. En revanche, dans la zone CNO, on observe une hausse des inégalités de 5.22%.

Les inégalités se sont réduites au niveau global et dans la zone progouvernementale, mais elles se sont accentuées dans la zone CNO. Ce résultat pourrait être la conséquence de la crise de 2002 qui est le seul choc majeur ayant affecté les ménages sur la période de 2002 et 2008.

Nous avons mené une analyse plus approfondie pour mieux évaluer l'impact réel de la crise de 2002 sur les inégalités en Côte d'Ivoire. Les résultats indiquent que si les effets de voisinage ne sont pas pris en compte, on obtient systématiquement un biais absolu de l'ordre de 13,10%.

Ainsi, lorsque les effets de voisinage ou de contamination ne sont pas pris en compte, l'analyse sous-estime l'effet de la crise sur les inégalités de l'ordre de 13,10%. Par conséquent, la prise de décision s'appuyant sur cette analyse biaisée n'est pas adaptée à la réalité des faits.

## Tableau : Effets de la crise de 2002 sur les inégalités

Source: calculs des auteurs

Année	Coeffic. de Gini		Écart
	CNO	Pro-Gouv.	Louit
2002	0,383	0,497	-0,114
2008	0,417	0,403	0,014
Var.	5,22%	-16%	

#### RECOMMANDATIONS

Ces résultats semblent indiquer deux pistes, pour mieux évaluer l'impact des chocs, crises et autres politiques, et pour lutter efficacement contre les inégalités :

- Prendre en compte les effets de migration des populations: sur le plan méthodologique, les méthodes d'évaluation de l'impact économique et social des politiques publiques et autres événements devraient prendre en compte les effets de contamination entre population traitée et population de contrôle.
- Intensifier la lutte contre les inégalités et mieux les prendre en compte dans l'analyse : sur le plan des politiques économiques, les résultats semblent indiquer qu'il est nécessaire d'intensifier les politiques de lutte contre les inégalités, car les inégalités observées en Côte d'Ivoire sont manifestement sous-estimées par les analystes.
- En outre, les politiques de réduction des inégalités doivent être conçues à partir d'une vision plus globale et inclusive afin de prendre en compte les effets des migrations possibles d'un groupe à l'autre (des traités vers les contrôlés et vice versa).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> AKA B.F. et al. (2020), Analyse de l'impact de la crise de 2002 sur les inégalités en Côte d'Ivoire, Papiers de recherche AFD.